

ABONNEMENTS.

Ce journal paraît TOUS LES JOURS, à deux heures de l'après-midi.

CONDITIONS.

En An, (Payable d'avance).....\$4.00
— Payable au cours de l'année.....\$5.00
Six mois, (Payable d'avance)..... 2.00
— Payable à la fin du semestre..... 2.50
Trois mois, (Payable d'avance)..... 1.00
— Payable à la fin du trimestre..... 1.25
(Ces Conditions sont invariables.)

Les Lettres d'argent doivent être enregistrées.

Pour les autres Conditions, voir la 2e page.

F. M. DEROME, Rédacteur-en-Chef. A. GRIGNARD, Asst.-Rédacteur.

IN SCRIPTIS ET IN ORE SIMPLEX VERITAS.

Imprimé et Publié par LOUIS BÉLANGER & Cie.

ETABLISSEMENT 1866.

HARRIS & CAMPBELL
FABRICANTS DE
MEUBLES ET TAPISSIERS,
IMPORTATEURS ET MARCHANDS DE
NEUBLES COMMUNS ET DE FANTAISIE

Désirent faire rappeler à leurs amis et le public en général qu'ils ont des facilités incomparables pour

Fournir et Monter toutes Résidences privées, Bâtisses Publiques et Bureaux;
avec toutes sortes de Meubles et leurs Accessoires

Ayant par une longue expérience acquis une réputation de première classe (étant établi à Ottawa depuis 1866), nous sommes la seule compagnie en cette ville connaissant au par fait les affaires mentionnées plus haut, dans toutes les branches. Ayant un grand nombre d'ouvriers de première classe nous pouvons entreprendre toutes commandes qui nous sont faites et les terminer avec vitesse.

Nous désirons aussi attirer leur attention à notre assortiment de MEUBLES à notre magasin

158 RUE SPARK
aujourd'hui nous devons ajouter considérablement dans quelques jours des objets de fantaisie et d'autres pour les ventes des Fêtes. Nous manufacturons et plaçons aussi des Draperies, Rideaux, Corniches etc., nous cousons et plaçons les Tapis, placons et ajustons les Prolats, Matting, etc., et en faisons une spécialité.

Nous réparons et recouvrons tous les meubles avec promptitude et avec soin, au plus bas prix.

Manufacture, 266 rue Sussex; magasin, 58 rue Sparks.
Ottawa, 26 décembre 1878. lan.

MATERIAUX POUR L'HISTOIRE.

La Société Littéraire et Historique invite ceux qui possèdent des documents, lettres, chartes, rapports, M. S. S., inédits sur l'histoire primitive du Canada, de vouloir bien en donner communication au "Comité des Documents Historiques," en mieux, de rendre à la Société descripteurs d'eux. Une visite spéciale et à l'épreuve du feu, vient d'être construite sous la bibliothèque pour y déposer les M. S. S. de la Société ainsi que ceux qui seront confiés.

Certains cas la Société est disposée à échanger moyennant finance, certains M. S. S. par un.

Par ordre du Bureau de Direction.
J. M. LEMOINE,
Président.

A. ROBERTSON,
Secrétaire.
Sec. Lit. et Hist.

NOUVELLE PUBLICATION.

HISTOIRE DES PRINCIPALES Institutions Religieuses

ou
CANADA.

Depuis leur fondation jusqu'à nos jours.

Cet ouvrage, dont la première livraison a paru, devra former Cinq Volumes illustrés de Portraits, Gravures, Plans, etc.

Afin de pouvoir rééditer cet ouvrage partiel, on a réduit le prix de chaque livraison à \$0.50 au lieu de \$1.00 qu'il était auparavant. Chaque livraison renferme 150 pages, et quatre livraisons formeront un volume d'environ 600 pages.

La première livraison est maintenant en vente. On prie les personnes désireuses d'acquiescer cet ouvrage à acheter de suite cette première livraison, car le tirage à l'avenir sera proportionné au chiffre des Souscripteurs acquis par la vente du Cahier actuellement en vente.

S'adresser par lettre à
STANISLAS DRAPEAU,
Bureaux du Foyer Domestique.
Ottawa, 26 décembre 1878.

LE PORTRAIT DU PAPE

LEON XIII.

Le portrait, expressément préparé pour l'administration du FOYER DOMESTIQUE, sera en vente au bureau de cette Publication vers le 25 janvier prochain, à raison de \$1.00 par copie ou \$8 par douzaine de copies.

Le Pape Léon XIII est de haute taille, d'une tête superbe, le front haut et gracieux, et une physionomie ouverte. Pour la science, le tact, la dignité, l'énergie, l'affabilité et la piété sincère, le Sacré Collège ne pouvait trouver un plus digne successeur au regret Pie IX, que le Cardinal Pecci.

Afin de rencontrer les nombreuses demandes du public nous nous sommes procuré une superbe portrait de Notre St. Père Léon XIII (grandeur 17x21) que nous nous proposons d'offrir en vente. Toutes les familles désirant l'avoir en leur possession. Les gravures seront expédiées soigneusement enveloppées, poste payée, et garantie d'arriver en bonne condition.

Ottawa, 26 décembre, 1878

LE PORTRAIT DE FEU

Mgr. CONROY,
Délégué Apostolique en Amérique, est en vente au bureau du Foyer Domestique, à raison de \$1.00 par copie, ou \$8.00 par 12 copies.

Ottawa, 26 décembre 1878.

Chas. DESJARDINS,
Syndic Officiel pour la Cité d'Ottawa et le Comté de Carleton.

Bureau: No. 40 RUE ELGIN,
Vis-à-vis l'Hôtel Russell, Ottawa.
Ottawa, 20 mars 1879.

BANGS & Co.,
IMPORTATEURS ET FABRICANTS DE

Chapeaux, Casques

ET DE

FOURRURES,

No. 37, Rue Sparks,
(Vis-à-vis l'Hôtel Russell.)

OTTAWA.

Fourrures réparées et faites à ordre, sous le plus court délai.

Ottawa, 26 Déc. 1878.

Le Magasin de Thé du Peuple.

F. LALONDE,
MARCHAND EN GROS ET EN DETAIL DE

VINS ET PROVISIONS,

429 RUE SUSSEX.

Ottawa, 26 décembre 1878.

M. JOLICŒUR,

No. 165 RUE SPARKS.

CHAUSSURES de commande, confectionnées dans les derniers goûts, sans délai. Assortiment complet de chaussures faites à notre établissement toujours en mains.

Ottawa, 26 Déc. 1878.

REMÈDE SPECIFIQUE de GRAY

TRADE MARK. LE GRAND TRADE MARK.

Remède Anglais — Une guérison infaillible pour la faiblesse sexuelle, la spermatorrhée, l'impuissance et toutes les maladies After Taking, qui sont les suites des habitudes honteuses de la jeunesse, la mémoire, l'assiduité des membres, douleurs dans le dos, obscurcissement de la vue, décoloration prématurée et plusieurs autres maladies qui conduisent à la folie, à la consommation ou à une mort précoce. Détails complets dans notre pamphlet, que nous en voyons gratis par la maille.

Le remède spécifique est vendu par tous les droguistes à \$1 le paquet ou six paquets pour \$5. Il sera envoyé franc de port sur réception de la somme requise.

Che. de MÉDECINE de GRAY,
Windsor, Ontario, Canada

En vente à Ottawa chez tous les droguistes en gros et en détail et dans tous les endroits du Canada et des Etats Unis.

Ottawa, 3 février 1879. lan.

M. LAFLAMME,

ENTREPRENEUR DE

Pompes Funébres et Meublier,

428 RUE SUSSEX.

Tient constamment en mains un assortiment général de

CERCUEILS DE TOUTES SORTES,

AINSI QUE DE

Magnifiques Corbillards.

N. B.—Meubles faits à ordre, ainsi que réparations de meubles.

Ottawa, 7 février 1879. 3m.

AUX INVENTEURS ?

J. Coursolle & Cie.,

Solliciteurs de Brevets d'Invention, Dessins de Fabrique, Marques de Commerce et de Bois.

Agences et Correspondants aux Etats-Unis, en Angleterre et en France.

J. COURSOLLE & Cie.,
CHAMBRE VICTORIA,
Vis-à-vis le bureau des Brevets,
OTTAWA, Ont.

B. P.—Boîte 68.

C. O. DACIER,
Pharmacien,
517 RUE SUSSEX,
OTTAWA.

PRODUITS chimiques et Médicines patentées, Articles de toilette, Teintures de toutes couleurs, Huiles, Peintures, Vernis.

Lunettes, convexes et concaves de toutes sortes, et de couleurs, etc., etc.

Ottawa, 26 Déc. 1878.

ALEXIS FOISY

Ferblantier, Plombier, etc.

223 RUE DALHOUSIE, 223

A constamment en mains un assortiment complet de

FERBLANTERIE,

CRYSTAL,

LAMPES,

HUILE DE CHARBON,

et tous les matériaux nécessaires pour l'Alouque. Toutes commandes seront exécutées avec promptitude et aux taux les plus réduits.

Ottawa, 26 Déc. 1878.

Dr. L.L. VOLIGNY

Pharmacie Canadienne,

267, RUE DALHOUSIE.

Beaucoup de Médicines Patentées.

Ottawa, 26 décembre, 1878. 3m.

S. & H. BORBRIDGE

FABRICANTS ET MARCHANDS DE

Harnais, Selles, Portemanteaux

Valises, Sacs de Voyages,

Valises à main, etc.

COUVERTES POUR CHEVAUX.

Aussi :

BOTTES SAUVAGES

faites sur le plus court délai.

Coin des rues Rideau et Mosgrove,
OTTAWA.

Ottawa, 26 Déc. 1878.

Jos. SENECAI,

ENTREPRENEUR DE

POMPES FUNEBRES,

A toujours en mains un assortiment d'articles en usage pour les funérailles, de toute qualité et pour tous les prix. Plusieurs

MAGNIFIQUES CORBILLARDS

fournis à ordre. Le tout à des prix très réduits.

JOS. SENECAI,
No. 261, rue Dalhousie.

Ottawa, 26 décembre 1878.

GIBIER ET POISSON.

On trouvera toujours l'Ami Moise à son Magasin, au Marché neuf du Quartier By, de même que son représentant dans le Marché Wellington, un approvisionnement complet de Poissons et de Gibiers de toutes sortes, qu'il vend comme par le passé, à des prix très réduits.

MOISE LAPOINTE.
Ottawa, 26 Déc. 1878.

Amos Chatfield

HORLOGER ET BIJOUTIER PRATIQUE,

455 Rue Sussex,
OTTAWA,

à l'Enseigne du "Baril Rouge."

REPARERA spécialement tous Ouvrages qu'on lui confiera à des prix très réduits, ainsi que les Articles destinés au Commerce.

AMOS CHATFIELD,
Gérant.

Ottawa, 26 Déc. 1878.

Napoleon Audette

BARBIER COIFFEUR,

No. 255½ RUE WELLINGTON,

VIS-A-VIS

L'Hôtel "Royal Exchange."

CIGARES, Tabac et Pipes de première qualité constamment en mains.

Ottawa, 26 Déc. 1878. 1 an

ARGENT A PRETER

SUR PROPRIÉTÉS FONCIÈRES.

PAR SOMMES GROSSES ET PETITES

AU GOUT DES EMPRUNTEURS.

Intérêt raisonnable.

S'adresser à

O'CONNOR & HOGG.

Ottawa 26 Déc. 1878.

MOSGROVE & PEARSON, Avocats, No-

taires, etc., etc. Bureau—Vis-à-vis le

Russell House, Ottawa, au-dessus du magasin

de Gibson, confiseur.

Argent à prêter sur propriétés foncières.

La Crème le démontre!

Le goût le prouve!

QUOI?

Que le célèbre Porter de Labatt est égal au Porter fait avec les eaux de la Tamise ou du Laffey qui a obtenu une grande renommée universelle.

La raison pour laquelle ce célèbre Porter n'a pas encore pris la place qui lui revient au milieu de ses rivaux importés, c'est qu'il n'a pas reçu les soins nécessaires après son départ de la brasserie.

Je prie les consommateurs, ceux qui savent un verre de bon Porter et plus particulièrement encore ceux qui s'en servent comme un remède, d'essayer celui de Labatt que je vends en parfaite condition.

En le versant dans un verre vous voyez un CRÈME magnétique et le GOUT prouve à celui qui le déguste, qu'il doit quelque chose qui va soutenir son système et en même temps apaiser sa soif.

Un assortiment considérable de bière de Labatt en bouteilles d'une chopine et d'une pinte est constamment en mains.

EMBOUTEILLÉ PAR L'AGENT,
W. G. Williamson,
Coin des rues Sussex et Murray.

DEMANDEZ-LE A VOTRE ÉPICIER.

Ottawa, 4 avril. 6-m.

ASSURANCE

CONTRE LE FEU,

LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

ROYALE D'ANGLETERRE

ACTIF, \$10,000,000.

Le soussigné est prêt à accepter, des RISQUES CONTRE LE FEU, aux taux les plus réduits sur toutes descriptions de propriétés qu'il est d'usage d'assurer.

LE SOUSSIGNÉ EST AUSSI L'AGENT DE LA

Compagnie Canadienne "Trust and Loan,"

Argent à prêter sur Propriétés Foncières en ville et à la campagne, dans les provinces de Québec et d'Ontario.

En toutes sommes voulues.

Hypothèques achetées.

T. M. CLARK,
Agent.

Coin des rues ELGIN ET WELLINGTON.

Ottawa, 28 mars 1879. lan.

FITZSIMMONS & BROWN.

ÉPICIER

EN GROS ET EN DETAIL.

Marchands de vin et de Liqueurs.

No. 101 RUE RIDEAU

ET

103 RUE SPARKS,

OTTAWA, ONT.

Ottawa, 26 Déc. 1878.

Chas. Desjardins,

AGENT D'ASSURANCE,

40 rue Elgin, 40

EST chargé de solliciter des Annonces et des Impressions pour le compte de la Gazette d'Ottawa.

Ottawa, 27 décembre 1878

AGENT; LISEZ CECI.

NOUS paierons à des agents \$100 par mois de rétribution, frais à 4, ou nous leur abandonnerons une somme considérable pour la vente du privilège de nos recettes et merveilleuses inventions. Nous sommes sérieux dans ce que nous avançons. Échantillons gratuits. Adresse.

SHERMAN & CIE., Marshall, Mich.

R. C. W. MacCUAIG,

Syndic Officiel pour la Cité d'Ottawa et le Comté de Carleton.

Bureau—No. 60 Rue Sparks,

Ottawa, 29 janvier 1879. lan.

DR. A. ROBILLARD.

CHIRURGIEN, OCULISTE ET AURISTE.

Attention spéciale donnée au traitement des maladies des yeux et des oreilles.

BUREAU, No. 60 RUE RIDEAU, BATISSE DE JOHN THOMPSON.

—Heures du Bureau de 9 à 4—

George B. Fisher,

AGENT de Comptabilité et Syndic Officiel pour le District Judiciaire d'Ottawa, comprenant la ville de Hull. Stricte attention donnée au recouvrement et au règlement des comptes, et renseignements sur les terrains miniers, terres à bois d'exploitation et propres à la culture.

Bureau à Hull—Au bureau de la succession Wright.

Bureau à Ottawa—No. 60, rue Sparks.

Ottawa, 27 janvier 1879. lan.

WALKER & McINTYRE, Avocats, Man-

dataires, Solliciteurs, Notaires, etc.,

No. 34 Rue Elgin, Ottawa. Vis-à-vis le

Russell House.

W. H. WALKER, | A P McINTYRE.

Ottawa, 26 Déc. 1878

O'GARA, LAPIERRE & REMON

Avocats, Solliciteurs, Notaires, etc.,

Bureau, Bloc de Hay, rue Sparks, Ottawa,

Ont., près du Russell House.

MARTIN O'GARA,

HORACE LAPIERRE,

EDWARD P. REMON

GAZETTE D'OTTAWA.

Mercredi, 30 Avril 1879.

tuel, de notre politique nationale—ce sont ceux dont la politique inco-
sidérée et antipatriotique a donné le
contrôle de notre commerce, de no-
tre marché à nos voisins. Nonobstant
l'élévation de notre tarif, je suis per-
suadé que cette barrière ne sera pas
assez forte pour empêcher qu'un
commerce considérable ne se fasse
entre le Canada et la Grande-Bre-
tagne. Je partage plutôt l'opinion ex-
primée par le ministre des finances,
que ce tarif—joint à une politique
énergique de chemins de fer—qui
transformera les vastes prairies du
Nord-Ouest en une région fertile,
habitée par des populations heu-
reuses et prospères, donnera une im-
pulsion puissante à l'accroissement de
la population et augmentera par là
même la consommation des produits
anglais. Et la mère-patrie aura en
même temps la profonde satisfaction
de voir sa grande confédération an-
glo-américaine se développer rapide-
ment, multiplier ses ressources et
prendre une place importante parmi
les nations commerciales et indus-
trielles. Le temps n'est plus où le
parlement anglais pouvait passer une
résolution déclarant que l'établisse-
ment de manufactures dans les colo-
nies tend à détruire leur union avec
la métropole. Notre position vis-à-vis
de l'Angleterre a été très bien définie
par M. C. B. Adderley, alors sous-secré-
taire d'Etat pour les colonies, quand il
disait dans les débats sur la
Confédération : "Tout ce qui accroît
la prospérité des colonies augmente
aussi la prospérité de l'Empire. Le
jour est passé où ce parlement mé-
tropolitain pouvait prendre sur lui
d'enseigner aux colonies ce qu'elles
ont à faire, elles les savent mieux
que nous."

M. l'Orateur, lorsque je visitai l'An-
gleterre, il y a quelques années, j'ai
mirai les nombreux monuments—
hommages de la nation—élevés à la
mémoire de ses grands hommes, ses
grands guerriers, ses grands politi-
ques, ses grands orateurs. Un jour
je jadis la magnifique colonne d'Horo-
r Nelson—nom cher à tout
Breton—je lus sur le piédestal les
mots suivants adressés par le célèbre
amiral à ses marins la veille de la
victoire de Trafalgar : "L'Angleterre
compte que chaque homme fera son
devoir." Eh bien, ces nobles paroles—
cet appel solennel à chaque homme
de faire son devoir—sont bien ap-
propriées à notre situation. A cette
placette critique de notre histoire, nous
pouvons très bien prendre pour devise
ces mots : "Le Canada compte que
chaque homme fera son devoir." Un
pays ne peut pas être sauvé seule-
ment par l'épée, par la baïonnette,
par l'héroïsme de ses soldats, il peut
l'être aussi par le patriotisme, il peut
l'être aussi par le génie de ses hommes
d'Etat. Eh bien, M. l'Orateur, nous
sommes sur le bord de la ruine, nos
fabriques antiques si bruyantes
sans travail, nos commerçants sont
la plupart victimes de la banqueroute,
nos agriculteurs ne peuvent trouver
de marché profitable, pour leurs pro-
duits, bref presque tout le monde
souffre de l'état de choses actuel. Si
sombre que soit ce tableau, il n'est
pourtant que le reflet fidèle de la
situation, et il faut un élan énergique
et puissant effort pour sauver le pays
d'une détresse presque universelle.
Nous avons entrepris une noble et
grande tâche, celle de fonder une
nation sur ce continent, nous avons
jeté les bases des institutions les plus
libres qui puissent exister, nous avons
de puissants moyens d'action dans
la vigueur et l'énergie de notre peuple;
notre sol recèle de riches trésors en-
core inexploités, et allions nous périr
au milieu de nos richesses, allions-
nous continuer de négliger ces avan-
tages naturels au détriment de notre
pays et au seul bénéfice de l'étranger?
Le peuple a donné une réponse em-
phatique à cette question d'une extrê-
mité à l'autre de la confédération—
réponse digne d'un peuple mâle et
vigoureux, qui a une confiance abso-
lue dans les brillantes destinées qui
lui sont réservées. Le gouvernement
se faisant l'écho de la voix—de la
voix presque unanime du peuple—
a pris les moyens nécessaires pour
venir à son secours, et si une mesure
législative peut sauver un pays, ce
tarif contribuera considérablement
à sauver le Canada.

(A suivre)

CONDITIONS

DE LA

GAZETTE D'OTTAWA.

ABONNEMENTS.

Ce journal est envoyé franc de port dans
toutes les parties du Canada et des Etats-
Unis, à raison de \$1 par an, payables
d'avance, c'est-à-dire dans les trente jours
qui suivent la date de l'abonnement, ou \$5
au cours de l'année.

Pour l'Angleterre, la France et la Bel-
gique, le prix de l'abonnement sera de \$7
par an, payables d'avance.

ANNONCES.

Les annonces seront insérées en type
brevier et chargées aux conditions énoncées
en tête du journal.

Contrats spéciaux pour annonces à long
terme.

Toutes Notices et Avis spéciaux, tels que
Recettes pour Concerts, Convocations d'As-
semblées, Naissances, Mariages et Décès,
seront insérés à raison de 10 centins par
ligne.

RÉDACTION.

Les lettres et manuscrits destinés à la
réimpression doivent être adressés franco au
rédacteur en chef.

ADMINISTRATION.

Tout ce qui a rapport à l'administration, tels
qu'abonnements, envoi d'argent, impressions,
annonces, etc., etc., doit être adressé à
Louis Blangier & Co., bureaux de la
Gazette d'Ottawa.

Tout envoi non affranchi sera refusé.
L'administration ne se rend pas respon-
sable des pertes de lettres d'argent non en-
registrées, si elles ne trouvent perdue.

E. E. LAUZON,

Gerant.

Un correspondant qui a certain-
nement droit à notre considéra-
tion particulière, nous adresse
une interpellation à laquelle nous
n'hésitons pas à répondre catégo-
riquement. Il nous demande :

Quand vous avez blâmé, dans votre
numéro du 25 avril, un journal libé-
ral d'avoir été d'opinion qu'il valait
mieux maintenir M. Letellier comme
lieutenant-gouverneur, que de lui
nommer un successeur protestant,
est-ce que vous avez prétendu par là
qu'il serait à propos de nommer pour
lieutenant-gouverneur un monsieur
protestant, au lieu d'un catholique,
si M. Letellier était destitué?

Nous répondons que nous n'a-
vions pas cette prétention, et que
l'idée ne nous en est pas venue.
Nos principes et nos sentiments
ne nous portent guère à désirer
que les lieutenants-gouverneurs
de la province qui a pour chef
aujourd'hui M. Letellier, soient
protestants. Nous pensons, au
contraire, que, en égard au chiffre
très prépondérant de la popula-
tion canadienne-française et catho-
lique du Bas-Canada, il est juste
et de bonne politique que le choix
du haut fonctionnaire dont il
s'agit soit un sujet de cette même
nationalité.

Quand on parle de croyances
religieuses, il ne faut pas jouer
avec les sentiments que ces croy-
ances inspirent. On ne doit pas,
dans une occasion, exploiter les
duper jusqu'au point de leur dire :
"Il est de votre intérêt de main-
tenir au poste M. Letellier, puis-
que le protestantisme de M. Joly
vous seconde," et, par une con-
version soudaine, s'écrier ensuite un
beau matin, en s'adressant à d'au-
tres : "Oh ! gardez-vous bien de
déranger le lieutenant-gouver-
neur, car on lui donnera malheu-
reusement pour successeur un
protestant!"

Voilà ce que nous entendions
blâmer l'autre jour, et nous ajou-
tons à ce que nous avons dit à ce
sujet, qu'il est peu honnête de la
part de certains partisans politi-
ques, dans la presse ou ailleurs,
de souffler ainsi le chaud et le
froid à propos d'une dénomina-
tion religieuse. Il est également
bien impolitique de la stigmatiser
dans la personne des fonc-
tionnaires publics. A la vérité,
le libéral qui a voulu commettre
cette inconvenance ne l'a fait que
dans l'hypothèse où le successeur
de M. Letellier serait un lieuten-
ant-gouverneur protestant ; mais
le trait contre la croyance dissi-
dente n'en est pas moins lancé très-
inconsidérément à l'adresse, non
d'un gouverneur inconnu seule-
ment, mais du gouverneur-général
et des lieutenants-gouverneurs de
la Puissance, à part celui de
Québec.

Si, par suite des fluctuations
politiques, qui souvent déjouent
les calculs, un lieutenant-gouver-
neur protestant tombait en partage
à la province de Québec, nous su-
birions ce choix, qui serait loin de
satisfaire tout le monde, et nous
l'accepterions indépendamment des
convictions religieuses, et sans
nous permettre de les flétrir. C'est
là toute notre pensée touchant
cette éventualité sans doute peu
désirable. D'ailleurs, aucune rai-
son ne nous induit à croire que
l'homme auquel M. Letellier va
faire place ne sera pas un Cana-
dien-Français.

A l'expression du regret que
lui fait éprouver le renvoi d'un
employé de l'intercolonial dont
on pouvait se passer à Toronto, le
Globe ajoute que l'adjonction au
service de cette voie ferrée, de
M. Geo. P. Black, à titre de com-
mis-voyageur préposé aux effets
de transport, amène un surcroît de
dépendance dans l'administration du
chemin de fer. C'est une idée
que rend absurde la preuve don-
née par l'hon. M. Tupper
qu'une économie d'à peu près
\$45,000 sera réalisée sur les salai-
res. Il ajoute que, nonobstant
l'aide de M. Black, l'ouvrage ne
sera pas mieux fait qu'auparavant.
L'claircissement sur ce point est
facile à donner : l'ouvrage en ques-
tion étant une besogne nouvelle,

qui ne fut jamais encore exécutée
par un autre, il serait oiseux de
rechercher maintenant si M. Black
l'exécutera bien ou mal.

Samuel De Champlain.

Le projet d'élever à Québec un
monument à la mémoire de Sa-
muel De Champlain se confirme.
A une époque où nos compatriotes
s'honorent de rendre hommage à
la valeur du héros qui sut, en
1812, défendre cette colonie de
l'invasion étrangère, il n'est pas
sans intérêt de célébrer par une
commémoration du même genre
le nom déjà illustre de son pre-
mier fondateur. De Champlain,
qui fut un découvreur digne de
devenir l'émule de Jacques Car-
tier, était non-seulement un géo-
graphe et un homme de lettres,
mais aussi, comme le disait der-
nièrement M. J. M. LeMoine, "un
gentilhomme chrétien, père et
premier gouverneur de la cité de
Québec, qui doit vivre éternelle-
ment dans l'histoire d'Amérique."
En effet, le sentiment d'un affec-
tueux respect s'éveille au souve-
nir de cet homme de bien, pion-
nier généreux dont l'intrépidité
s'élevait jusqu'à l'héroïsme. Les
habitants de Québec où, en 1608,
tomba le premier arbre sous une co-
gnée européenne, et qui fut pen-
dant près de trente années le lieu
de séjour de Samuel de Cham-
plain, ne sont pas les seuls à dési-
rer qu'une œuvre monumentale
soit dédiée à sa mémoire. Nous
espérons donc pleinement que les
sympathies et le concours de leurs
compatriotes de tous les points de
la contrée ne failliront pas de leur
venir en aide. Nous dirons à cette
occasion avec M. LeMoine, que,
pour gagner à cette entreprise
louable les adhésions publiques il
doit suffire d'en indiquer l'objet.

De même que Samuel de Cham-
plain à Québec, M. De Maisson-
neuve, en 1641, établit à Montréal
sa demeure, à quelques pas des
rives du St. Laurent. Les citoi-
ens de toute origine dans cette der-
nière ville, se cotisent entre eux
pour illustrer aussi par un monu-
ment cette autre personnalité cé-
lèbre. Il s'écoulera deux ans à
peine avant que ce projet ne re-
çoive sa complète exécution. La
cité de Québec, la première en or-
dre selon les dates historiques,
n'aura qu'à suivre en ce cas l'ex-
emple qu'elle aurait du donner.

Le pont du Coteau.

Nous avons remarqué dernièrement
quelques réflexions fort justes de
M. J. L. O'Hanly, Ingénieur Civil re-
lativement au pont du Coteau et les
avantages qui en dériveront pour
Ottawa si le gouvernement, comme
nous l'espérons tous, donne son
consentement à la demande qui lui a été
faite.

Après avoir rappelé que les auteurs
de ce projet ne demandent pas au
Parlement une somme d'argent
quelconque pour construire cette
ligne, mais simplement le droit
légal d'acheter l'emplacement ou
du moins le droit de passage,
et sont prêts à investir un
capital considérable qui ne pourra
que bénéficier notre pays et donner
de l'emploi à nos ouvriers sans ou-
vrage, il passe à un ordre de consi-
dérations beaucoup plus élevées que
nous allons développer à nos lec-
teurs :

Qu'il est du Coteau, dit-il, ne serait
qu'un des anneaux d'une grande
chaîne destinée bientôt à s'étendre
du Pacifique à l'Atlantique, une partie
de la grande route internationale
du continent de l'Amérique du Nord,
l'Océan à l'Océan.

En jetant un coup d'œil sur la
carte du Canada et des Etats avoi-
sants de la Grande République, on
s'apercevra immédiatement qu'il n'y
a que deux routes possibles pour
transporter les grains et les autres
produits des Etats du Nord-Ouest aux
ports de l'Océan Atlantique : l'une
est Chicago, l'autre est l'Ottawa.

On ces produits doivent passer au
sud des Grands Lacs, ou ils doivent
entrer dans le Canada au pied du Lac
Supérieur, au Saint-St. Marie. Il n'y
a pas de troisième compétiteur pos-
sible, de telle sorte que ce commerce
incalculable doit passer par nos
portes ou par celles de notre rivale
Chicago.

On remarquera de suite que les
avantages sont largement en notre
faveur, car cette route est pour ainsi
dire en ligne droite du terminus Est
du Chemin de fer "Northern Pacific"
au Coteau par Ottawa. Mainte-
nant de quelle manière utiliser ces
immenses avantages? Nous devons
intéresser en notre faveur une des
deux grandes cités maritimes ba-
gnées par l'Océan. Ce ne peut être
New-York, car elle a déjà l'avantage
d'avoir elle-même un monopole de
ce commerce, et au lieu de nous
aider, elle s'empresserait, cela est
évident, de nous empêcher de réussir.
C'est donc sur sa rivale commerciale,

sur Boston que nous devons jeter les
yeux. Si nous entreprenons la con-
struction de ce chaînon, terme par
lequel nous avons désigné le pont du
Coteau, sans aucun doute les capita-
listes énergiques et entreprenants de
Boston compléteront les chaînons in-
termédiaires qui séparent l'embar-
quement de la baie Georgienne du
Terminus du Northern Pacific.

Le problème que le parlement a
en ce moment sous les yeux est celui-
ci : Nous empararons-nous du com-
merce des Etats du Nord-Ouest, ou le
laisserons-nous aller pour toujours à
New-York? Le verdict qui est peut-
être rendu à l'honneur qu'il se dé-
cidera cette question pour toujours.

Les amis de Montréal qui ont vu le
danger qui menaçait la métropole
commerciale du Canada s'efforcent
de le faire réussir, ils ont été dé-
cider par le Conseil Privé d'Angleterre,
parce que la loi pouvait plaider
leur cause dans leur propre langue,
tandis qu'ils ne le peuvent pas dans
la Cour Suprême.

Il ne désire faire aucune remar-
que sur le caractère des juges de la
Cour Suprême. S'il se présentait des
causes anglaises ne pouvant être dé-
cider qu'en s'appuyant sur la loi
anglaise seulement, il était prêt à les
soumettre à la Cour Suprême, mais
il est obligé d'avouer que parmi les
juges de la Cour Suprême deux seu-
lement comprennent le français et
la loi française ; les quatre autres
commissaires ne peuvent pas la langue
et la loi française.

Puis il examine une clause de ce
bill qui accorde des appels dans des
cas où ils n'étaient pas permis aupa-
avant, et protesta vivement contre
cette clause. Ils avaient dit, dans
leur province, trop de juges et trop
de juridictions, et on pouvait croire
que le Parlement n'avait travaillé
qu'à ruiner les plaideurs et à donner
des honoraires et des fortunes aux
avocats.

M. Bony pense que cette clause sera
considérée en comité et probable-
ment annulée.

M. Morissette réfère à la clause I
dit que, en supposant qu'une per-
sonne ait commencé une litigation
pour une somme de \$100 par exem-
ple, elle devrait aller premièrement
devant la Cour Supérieure, puis à la
Cour de Révision, ensuite à la Cour
du Banc de la Reine, enfin à la Cour
Suprême. Et sait-on à quel chiffre
s'élèveront les frais d'un pareil
procès ? En supposant que la somme
en litige ne fut pas supérieure à \$100,
en supposant même qu'il n'y ait au-
cune évidence à prendre dans l'en-
quête, ce qui, comme chacun le sait,
entraînerait de très fortes dépenses,
il y aurait cependant les honoraires
des avocats et des prototaireux qui
s'élèveraient pour le moins à \$72 ; en
comparant devant la Cour de Ré-
vision les frais s'élèveraient à \$60
environ. Si la cause est appelée de-
vant la Cour du Banc de la Reine,
les frais s'élèveront au minimum à
\$300,—et si ce procès se décide enfin
devant la Cour Suprême, les frais
dépasseront sans doute \$400. Consé-
quemment pour recouvrer \$100, il
faut payer la modeste somme de
\$832.

Il y a évidemment beaucoup trop
de juridiction et il faut y mettre un
frein. On avait fait des lois pour
protéger chaque citoyen, le marchand
de farine, le marchand de charbon,
les commerçants et toutes les
différentes catégories de fabricants, il
lui paraissait grand temps de protéger le
plaideur, et le meilleur moyen de le
faire était de réduire le nombre
des cours devant lesquelles la
cause pouvait être renvoyée.

M. Macdonald (Pictou) en réponse
à l'hon. membre pour Bagot (M. Mous-
saut) dit que dans une certaine me-
sure il se peut qu'il ait été mal infor-
mé, et que lorsque la Chambre se for-
mera en comité, son honorable ami
pourra faire voir à la Chambre que
plusieurs clauses de ce bill peuvent
être rayées, c'est le désir du gou-
vernement de rencontrer les deman-
des de chaque province, et comme
ces demandes étaient évidemment
mieux connues des membres repré-
sentant ces provinces, le gouverne-
ment serait heureux d'écouter et
d'adopter les suggestions qu'ils pour-
raient soumettre.

Après quelque discussion, le bill
est en sa seconde fois.

Sur motion de M. Poiré (Compton)
la Chambre se forme en comité sur
le bill relatif aux marques de fabri-
cat et dessins industriels.

Ce bill est lu une troisième fois et
passé.

Sur la motion relative à la seconde
lecture du bill pour rappeler la loi des
faillites de 1875 et les actes l'amén-
dant, et prendre les mesures né-
cessaires pour la liquidation de l'ac-
tif des débiteurs insolvables.

M. Colby président du comité spé-
cial sur la loi des faillites, donne des
explications sur les travaux du comité
relatifs à cette question, et le bill
préparé par lui ; il assure la Cham-
bre que l'adoption de la motion du
membre pour Iberville, c'est-à-dire le
rapport pur et simple, servirait de pré-
cédent à un dangereux système, celui
de premier arrivé le mieux servi.

M. Gimonard est en faveur du bill
proposé par M. Colby.

M. Béchard désapprouve entière-
ment le bill présenté par M. Colby
parce qu'il place le débiteur entière-
ment à la merci du créancier. Une
loi des faillites semblable était inu-
tile, car il y a assez de lois dans ce
pays pour protéger les créanciers.

Il propose en amendement que le
bill ne soit pas lu maintenant une
seconde fois, mais que l'acte des fail-
lites de 1875 soit rappelé sans réserve.

M. Laxé pense que le nouveau bill
est trop sévère.

M. White (Renfrew) s'oppose à l'a-
mendement et pense que le nouveau
bill demande quelques changements.

M. Cameron (Victoria) pense que
la législature ne devrait pas favoriser
exclusivement les créanciers, et qu'il
serait préférable de renvoyer la dis-
cussion du bill à la session pro-
chaine.

M. Brecken est en faveur de ce
nouveau bill.

PARLEMENT FÉDÉRAL

Ottawa, 29 avril 1879.

L'Orateur prend le fauteuil à 3
hrs. p.m.

Après les affaires de routine,
M. KILGIVER introduit un bill pour
amender l'acte d'incorporation de la
"Canada and Detroit River Bridge
Company."

M. MACDONALD (Pictou) fait motion
pour la seconde lecture du bill ayant
pour objet d'amender l'acte de la
Cour Suprême et de l'Échiquier.

M. CAMERON (South Huron) approu-
ve en général les principes du bill.

M. MORISSEAU s'oppose vivement à la
seconde lecture. Il préfère que les
appels en matière civile soient déci-
dés par le Conseil Privé d'Angleterre,
parce que la loi pouvait plaider
leur cause dans leur propre langue,
tandis qu'ils ne le peuvent pas dans
la Cour Suprême.

Il ne désire faire aucune remar-
que sur le caractère des juges de la
Cour Suprême. S'il se présentait des
causes anglaises ne pouvant être dé-
cider qu'en s'appuyant sur la loi
anglaise seulement, il était prêt à les
soumettre à la Cour Suprême, mais
il est obligé d'avouer que parmi les
juges de la Cour Suprême deux seu-
lement comprennent le français et
la loi française ; les quatre autres
commissaires ne peuvent pas la langue
et la loi française.

Puis il examine une clause de ce
bill qui accorde des appels dans des
cas où ils n'étaient pas permis aupa-
avant, et protesta vivement contre
cette clause. Ils avaient dit, dans
leur province, trop de juges et trop
de juridictions, et on pouvait croire
que le Parlement n'avait travaillé
qu'à ruiner les plaideurs et à donner
des honoraires et des fortunes aux
avocats.

M. Bony pense que cette clause sera
considérée en comité et probable-
ment annulée.

M. Morissette réfère à la clause I
dit que, en supposant qu'une per-
sonne ait commencé une litigation
pour une somme de \$100 par exem-
ple, elle devrait aller premièrement
devant la Cour Supérieure, puis à la
Cour de Révision, ensuite à la Cour
du Banc de la Reine, enfin à la Cour
Suprême. Et sait-on à quel chiffre
s'élèveront les frais d'un pareil
procès ? En supposant que la somme
en litige ne fut pas supérieure à \$100,
en supposant même qu'il n'y ait au-
cune évidence à prendre dans l'en-
quête, ce qui, comme chacun le sait,
entraînerait de très fortes dépenses,
il y aurait cependant les honoraires
des avocats et des prototaireux qui
s'élèveraient pour le moins à \$72 ; en
comparant devant la Cour de Ré-
vision les frais s'élèveraient à \$60
environ. Si la cause est appelée de-
vant la Cour du Banc de la Reine,
les frais s'élèveront au minimum à
\$300,—et si ce procès se décide enfin
devant la Cour Suprême, les frais
dépasseront sans doute \$400. Consé-
quemment pour recouvrer \$100, il
faut payer la modeste somme de
\$832.

Il y a évidemment beaucoup trop
de juridiction et il faut y mettre un
frein. On avait fait des lois pour
protéger chaque citoyen, le marchand
de farine, le marchand de charbon,
les commerçants et toutes les
différentes catégories de fabricants, il
lui paraissait grand temps de protéger le
plaideur, et le meilleur moyen de le
faire était de réduire le nombre
des cours devant lesquelles la
cause pouvait être renvoyée.

M. Macdonald (Pictou) en réponse
à l'hon. membre pour Bagot (M. Mous-
saut) dit que dans une certaine me-
sure il se peut qu'il ait été mal infor-
mé, et que lorsque la Chambre se for-
mera en comité, son honorable ami
pourra faire voir à la Chambre que
plusieurs clauses de ce bill peuvent
être rayées, c'est le désir du gou-
vernement de rencontrer les deman-
des de chaque province, et comme
ces demandes étaient évidemment
mieux connues des membres repré-
sentant ces provinces, le gouverne-
ment serait heureux d'écouter et
d'adopter les suggestions qu'ils pour-
raient soumettre.

Après quelque discussion, le bill
est en sa seconde fois.

Sur motion de M. Poiré (Compton)
la Chambre se forme en comité sur
le bill relatif aux marques de fabri-
cat et dessins industriels.

Ce bill est lu une troisième fois et
passé.

Sur la motion relative à la seconde
lecture du bill pour rappeler la loi des
faillites de 1875 et les actes l'amén-
dant, et prendre les mesures né-
cessaires pour la liquidation de l'ac-
tif des débiteurs insolvables.

M. Colby président du comité spé-
cial sur la loi des faillites, donne des
explications sur les travaux du comité
relatifs à cette question, et le bill
préparé par lui ; il assure la Cham-
bre que l'adoption de la motion du
membre pour Iberville, c'est-à-dire le
rapport pur et simple, servirait de pré-
cédent à un dangereux système, celui
de premier arrivé le mieux servi.

M. Gimonard est en faveur du bill
proposé par M. Colby.

M. Béchard désapprouve entière-
ment le bill présenté par M. Colby
parce qu'il place le débiteur entière-
ment à la merci du créancier. Une
loi des faillites semblable était inu-
tile, car il y a assez de lois dans ce
pays pour protéger les créanciers.

Il propose en amendement que le
bill ne soit pas lu maintenant une
seconde fois, mais que l'acte des fail-
lites de 1875 soit rappelé sans réserve.

M. Laxé pense que le nouveau bill
est trop sévère.

M. White (Renfrew) s'oppose à l'a-
mendement et pense que le nouveau
bill demande quelques changements.

M. Cameron (Victoria) pense que
la législature ne devrait pas favoriser
exclusivement les créanciers, et qu'il
serait préférable de renvoyer la dis-
cussion du bill à la session pro-
chaine.

M. Brecken est en faveur de ce
nouveau bill.

M. WELDON pense que la loi des
faillites est absolument nécessaire et
que le rappel pur et simple fera beau-
coup de mal au pays.

M. Connors, est d'avis qu'en pré-
sence de l'importance de ce bill il est
préférable d'ajourner le débat à lundi
prochain pour avoir le temps d'étu-
dier davantage cette question.

M. CAMERON (South Huron) est prêt
à donner son vote immédiatement il
pense que la Chambre est prête à
faire de même, il s'oppose à l'ajour-
nement.

L'amendement de M. Béchard pour
le rappel pur et simple est mis aux
voix.

Il est adopté par une majorité
de 24.

Pour :—99.
Contre :—75.

Le résultat de ce vote est reçu
au milieu d'applaudissement enthou-
siastes.

M. Béchard fait motion pour la se-
conde lecture du bill pour rappeler la
loi des faillites actuellement en
vigueur dans le Dominion du Canada.

M. PATENSON (Brant) proteste éner-
giquement contre la seconde lecture
de ce bill, parce qu'il causerait une
crise financière dans le pays qui dé-
truirait la confiance qui est si néces-
saire en ce moment à son bien-être.

MM. HORNE et COLBY déclarent que
leur bill ayant été perdu ils voteront
pour le rappel pur et simple.

M. Brooks fait voir que pendant
les dix dernières années, la Chambre
s'est occupée chaque année d'établir
une législation spéciale pour la fail-
lite, et chaque année cet acte est de-
venu de plus en plus impopulaire
jusqu'à ce qu'enfin un rappel complet
est devenu nécessaire.

Le vote a lieu sur la motion de M.
Béchard pour la seconde lecture du
bill pour rappeler la loi des faillites.
La seconde lecture est adoptée par
une majorité de 57 voix.

Pour..... 117
Contre..... 60

La Chambre s'ajourne à minuit et
demi.

L'Institut Canadien.

Une jolie audience s'était rendue
hier soir, à la salle de l'Institut Cana-
dien, pour assister à la représen-
tation dramatique donnée sous le
patronage de Son Honneur le Maire.

Le public a montré qu'il appréciait
pleinement les efforts des Amateurs
qui avaient bien voulu offrir leurs ser-
vices pour cette occasion, et les en a
recompensés par ses applaudisse-
ments.

On a représenté pour cette occa-
sion le grand drame *La Tache de Sang*,
dans lequel MM. S. Léveillé, R. Che-
vrière, T. Davis, J. Gravel, D. Tassé,

Dépêches Télégraphiques.

LE NOUVEAU TARIF.

Londres, 29.—On publie une dépêche du Marquis de Lorne au gouverneur anglais, par laquelle il approuve le tarif protecteur du Dominion, attendu que les actes des Etats-Unis sont toujours hostiles au Canada sur toutes les questions relatives au tarif, et que les manufactures des Etats-Unis peuvent désorganiser et détruire une industrie Canadienne quelconque, en se combinant pour inonder les marchés du Canada avec des produits similaires vendus au-dessous de leur valeur réelle. L'absence de droit produit par conséquent le même effet qu'une subvention qui serait accordée par le gouvernement.

Le ministre des Finances du Canada a également envoyé un mémorandum duquel il appert que si le tarif allègre matériellement le commerce avec la Grande-Bretagne, ce ne sera que du côté de l'augmentation, et que pour certains articles, ce résultat se produira certainement.

BULGARIE.

Tirnova, 29.—Le prince de Battenberg a été nommé roi de Bulgarie.

ESPAGNE.

Madrid, 29.—Une petite montagne située à Veas, dans la province de Léon, sur laquelle se trouvaient 5 maisons, s'est enfoncée subitement, 30 personnes ont été tuées et 14 blessées grièvement.

Cette montagne avait été creusée assez profondément pour en extraire des pierres et on avait négligé de l'étayer d'une manière convenable, c'est ce qui explique son éboulement.

AFRIQUE.

Londres, 2.—Une dépêche de la Ville du Cap au Standard datée du 8 avril dit : Les Zulus sont revenus des suites de leur défaite à Gingelava, ils se sont réunis en nombre considérable dans le voisinage d'Ekhowe. La maladie fait de grands ravages parmi les troupes anglaises.

Une autre dépêche annonce qu'une forte troupe anglaise va partir dans une quinzaine de Tugela pour faire l'assaut du Kral de Cetewayo.

On écrit de Pretoria que 400 boers se sont rassemblés auprès de cette place et sont prêts d'un moment à l'autre à en venir aux mains avec les anglais.

CANADA.

Québec, 28.—On nous mande de Québec. La glace des lacs si longtemps attendue est enfin arrivée. Depuis samedi la rivière est pleine de glaçons qui descendent toujours en énormes quantités. On dit qu'un esquisse situé sur le côté de Lévis a été emporté dimanche, comme s'il avait été construit en papier.

Il paraît qu'un traité a été conclu entre la compagnie de navigation Richelieu et Ontario et celle du Saint-Laurent, par lequel cette dernière compagnie consent à ne pas établir une ligne de steamers jusqu'à Montréal.

Toronto, 29.—Un certain nombre d'étudiants en médecine qui en veulent à certains examinateurs se sont conduits de la manière la plus inconvenante; ils ont lancé des pierres à travers les fenêtres du bâtiment où les examinateurs tenaient leurs séances, brisé les lampes et fait à l'édifice des dommages assez considérables.

Il paraît qu'ils vont recommencer ces tristes scènes aujourd'hui. La police n'a pas encore fait d'arrestations.

Montréal, 29.—Le procès de Dunbar Browne, collecteur des douanes, a commencé hier.

Les femmes des officiers du Régiment du Prince de Galles se sont cotisées pour offrir au régiment de Brooklyn, un magnifique drapeau coûtant \$250, sur lequel se trouveront les drapeaux du Dominion et des Etats-Unis, brodés sur chaque côté.

A TRAVERS LA VILLE.

—Le thermomètre marquait hier 56 degrés.

—La compagnie du télégraphe du Dominion a ouvert un bureau à Valleyboro, Ont.

—35 personnes d'Ottawa, engagées pour la police montée du Nord-Ouest partiront pour Manitoba lundi prochain.

—M. Beemer, le contracteur pour le pont de la Chaudière est en ville, il va commencer les travaux immédiatement.

—Les travaux sont toujours poussés avec vigueur par le contracteur sur l'extension du Canada Central au-dessus de Pembroke.

MESDAMES, pour un choix magnifique de chapeaux, bonnets, plumes, fleurs, ornements de toutes sortes, etc., rendez-vous à la grande maison de modes Lorne, 529, rue Sussex.

D. CHISHOLM, Propriétaire.

—Des tuyaux défectueux ont mis le feu au plafond d'une maison occupée par un nommé Leguir, au coin des rues Clarence et Dalhousie. Le feu a été éteint facilement, les dégâts s'élevaient à environ \$25.

M. T. BELLEMANE a transporté son magasin à No. 522, rue Sussex. Il continue à vendre à grande réduction ses chapeaux dont le fond est des plus variés.

Il fait exécuter les ouvrages de commande sous le plus court avis.

Attention à l'enseigne du petit nègre.

Bibliographie Historique.

Le tableau des mémoires inédits, des ouvrages réédités ou exhumés de l'oubli par la Société Littéraire et Historique de Québec, est un chapitre intéressant de son histoire. La liste qui suit de ces publications importantes fera connaître ou rappellera du moins quelques sources précieuses de renseignements la Société dont nous parlons met à la portée des amateurs de recherches historiques touchant les origines du Canada et les faits mémorables dont il fut jadis le théâtre.

Mémoires publiés par la Société Littéraire et Historique de Québec, de 1830 à 1879.

PREMIÈRE SÉRIE.

1. Mémoires sur le Canada depuis 1760, en trois parties; avec cartes et plans lithographiés. VII et 211 p. in-8, Québec, 1838. Réimprimé en 1876.
2. Ce mémoire a pour deuxième titre: "Mémoires du S. de C.", contenant l'histoire du Canada durant la guerre et sous le gouvernement anglais. Il fut communiqué à la Société Littéraire et Historique par M. le colonel Christie. L'introduction donne à entendre que l'auteur du manuscrit pourait être M. de Vancleave, officier de marine en 1759.
3. Collection de mémoires et de relations sur l'histoire ancienne du Canada, d'après des manuscrits récemment obtenus des archives et bureaux publics, en France. (8 mémoires reliés en 1 vol. in-8, Québec, 1840).
4. Mémoire sur l'état présent du Canada, attribué à M. T. M. 7 p.
5. Mémoire sur le Canada (1736), attribué à M. Hocquart. 14 p.
6. Considérations sur l'état présent du Canada (1758). 29 p.
7. Histoire du Canada par M. l'abbé de Belmont. 36 p.
8. Relation du siège de Québec en 1759, par une religieuse de l'Hôpital-Général de Québec. 24 p.
9. Jugement impartial sur les opérations militaires de la campagne en Canada, en 1759. 8 p.
10. Réflexions sommaires sur le commerce qui s'est fait en Canada. 8 p.
11. Histoire de l'eau-de-vie en Canada, 29 p.
12. Voyages de découverte au Canada entre les années 1534 et 1542, par Jacques Cartier, le Sieur de Roberval, Jean Alphonse de Nainville, &c. Suivis de la description de Québec et de ses environs en 1608, et de divers extraits relatifs à l'histoire de la ville de Québec, de Jacques Cartier en 1535-36 (avec gravures fac-similé). Réimprimés sur d'anciennes relations. 130 p. in-8, Québec, 1843.
13. Mémoire du Sieur de Ramsay, commandant à Québec, au sujet de la reddition de cette ville le 18 septembre 1759, d'après un manuscrit aux archives du bureau de la marine à Paris. 84 et 38 p. in-8, Québec, 1861. (Dû à M. Faribault.)

HISTORICAL DOCUMENTS, 2nd Series. 1 vol., 8vo., viz.:

1. Extract from a manuscript journal relating to the siege of Québec in 1759, kept by colonel Malcolm Fraser. 37 p. in-8.
2. Journal du siège de Québec en 1759, par M. Jean Claude Panet. 24 p. in-8, Montréal, 1866.
3. The campaign of Louisbourg, 1758-59, attributed to Chevalier Johnstone. 28 p., 8vo., Québec, 1867.
4. A dialogue in Hades, a parallel of military errors, of which the French and English armies were guilty, during the campaign of 1759 in Canada. 35 p., 8vo., Québec, 1866. Attributed to Chevalier Johnstone.
5. The campaign of 1760 in Canada. 24 p., 8vo., A narrative attributed to Major Henry Caldwell. 19 p., 8vo., Québec, 1866.
6. A journal of the expedition up the River St. Lawrence (1759), republished from the New York Mercury of 31st December, 1759. 19 p., 8vo.

HISTORICAL DOCUMENTS, 3rd Series. Published under the auspices of the Literary and Historical Society, Montreal, 1871. Contents:

1. Histoire de Montréal, 1616-1672, 128 p., 8vo. Ouvrage attribué à M. F. Dollé de Cassan, S.S.
2. Journal des opérations de l'armée Américaine, lors de l'invasion du Canada en 1775-76, par M. J. B. Bédaride. 43 p. in-8, Montréal, 1871.
3. Recueil de ce qui s'est passé en Canada au sujet de la guerre, tant des anglais que des français, depuis l'année 1642. 82 p. in-8, Québec, 1871.
4. Voyage d'Iroquois. Journal du voyage fait par deux frères du roi, la Badine et le Marin. 1698. 48 p. in-8, Montréal, 1871.
5. Journal du siège de Québec, 1759-60, by General James Murray. 45 p. in-8, Québec, 1871.

HISTORICAL DOCUMENTS, 4th Series 1 vol., 8vo., 1875.

1. A journal of the expedition up the River St. Lawrence (1759), 21 p.
2. General orders in Wolfe's army during the expedition up the River St. Lawrence, 1759. 56 p.
3. Journal du siège de Québec en 1759, par Jean Claude Panet. 31 p.
4. Journal of the siege and Blockade of Québec by the American rebels, in autumn 1775 and winter 1776, attributed to Hugh Finlay. 25 p.

HISTORICAL DOCUMENTS, 5th Series. 1 vol., 8vo., 152 p., Québec, 1877.

1. Containing documents relating to the war of 1812.
2. —Le Times de New-York dit que M. Lowe, un membre du Congrès pour l'Alabama, a envoyé un cartel au sénateur Logan pour un soi-disant cartel. Celui-ci a refusé d'accepter le cartel. M. Lowe menace le sénateur Logan de l'afficher comme un lâche.
3. —Un négociant de Philadelphie a ajouté à ses magasins une "salle d'enfants". Les mères peuvent y laisser leurs enfants, qui y trouvent des chevaux mécaniques, des images et toutes sortes de jouets pour s'amuser, pendant qu'elles font leurs achats.
4. —Les bébés qu'on porte sur les bras n'y sont pas admis "de crainte qu'on ne vienne pas les réclamer."

FERRONNERIES

A BON MARCHÉ.

Nous désirons remercier nos amis canadiens pour le patronage étendu qu'ils nous ont accordé, et nous espérons que cela continuera vu que nous nous proposons de vendre toutes sortes de

FERRONNERIES.

à meilleur marché que tous les autres magasins de la ville, à notre

VIEIL Etablissement

McDougall & Cuzner.

ENSEIGNE DE LA

GROSSE TARIÈRE, Rue Sussex.

Nous vous présentons à tous les compliments de la saison. Ottawa, 26 décembre 1878. 1an.

AMELIORATION.

Le public est respectueusement informé qu'un bureau pour la

Pour la vente de Timbres-poste, De Cartes Timbrées, d'Enveloppes Timbrées et d'Enveloppes Timbrées pour Journaux, Vient d'être ouvert dans le

Corridor du Bureau de Poste DE CETTE VILLE.

Il y aura constamment à ce bureau des journaux de la ville et des enveloppes pour journaux à la disposition de ceux qui voudront faire des envois par la maille. Bureau ouvert de 8 a.m. à 8 p.m. Ottawa, 17 février 1879. 1m.



MODES DU PRINTEMPS

REQUES EN CE MOMENT.

R. J. DEVLIN.

Ottawa, 28 mars 1879. 3m



Contrat des Malles.

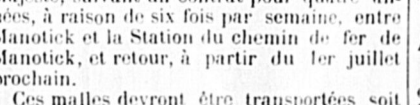
DES SOUMISSIONS adressées au Directeur Général des Postes seront reçues à Ottawa, jusqu'au VENDREDI 6 Juin 1879, à midi, pour le transport des Malles de Sa Majesté, suivant un contrat pour quatre années, à raison de six fois par semaine, entre Manotick et la Station du chemin de fer de Manotick, et retour, à partir du 1er juillet prochain.

Ces malles devront être transportées soit à cheval, soit dans une voiture convenable. Elles devront quitter Manotick, chaque jour, les dimanches exceptés, à une heure telle que le courrier sera à même d'arriver à temps à la station du chemin de fer de Manotick pour le changer avec le train du matin portant les malles et se dirigeant vers le Sud, le dit courrier devra être de retour à Manotick quelques minutes après.

Des avis imprimés donnant des informations plus détaillées concernant les conditions du contrat proposé peuvent être examinées, et des soumissions en blanc peuvent être obtenues au bureau de poste de Manotick ou au bureau du Soussigné.

T. P. FRENCH, Inspecteur, B. P.

Bureau de l'Inspecteur des Bureaux de Poste, Ottawa, 16 avril 1879.



Contrat des Malles.

DES SOUMISSIONS adressées au Directeur Général des Postes, seront reçues à Ottawa, jusqu'au VENDREDI 6 Juin 1879, à midi, pour le transport des Malles de Sa Majesté, suivant un contrat pour quatre années à raison de six fois par semaine, entre la Station du chemin de fer de Manotick et Russell, et retour, à partir du 1er juillet prochain.

Ces malles devront être transportées dans une voiture convenable, quittant le bureau de poste et passant par Kenmore Metcalfe, Dawson et West Osgoode, s'arrêtant à Kenmore à l'aller et au retour le lundi, mais ne s'arrêtant à cette place, les autres jours de la semaine qu'au retour seulement.

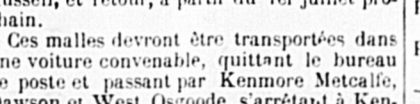
Les malles devront quitter Russell le lundi à 7.20 A.M. et les autres jours de la semaine, le lundi excepté, à 8.30 A.M. Elles devront arriver à la Station du chemin de fer d'Osgoode à 11.50 A.M. à temps pour les échanges avec le train se dirigeant vers le sud d'Ottawa à Prescott.

Elles devront quitter la Station du chemin de fer d'Osgoode dans la demi-heure qui suivra leur échange, mais, dans le cas où le train serait en retard d'une demi-heure, elle devront quitter la station immédiatement après le dit échange et arriver à Russell quatre heures et demie après.

Des avis imprimés donnant des informations plus détaillées concernant les conditions du contrat proposé peuvent être examinées, et des soumissions en blanc peuvent être obtenues au bureau de poste de Russell, Kenmore, Metcalfe, Dawson et West Osgoode ou au bureau du Soussigné.

T. P. FRENCH, Inspecteur, B. P.

Bureau de l'Inspecteur des Bureaux de Poste, Ottawa, 16 avril 1879.



Contrat des Malles.

DES SOUMISSIONS adressées au Directeur Général des Postes, seront reçues à Ottawa, jusqu'au VENDREDI 6 Juin 1879, à midi, pour le transport des Malles de Sa Majesté, suivant un contrat pour quatre années à raison de six fois par semaine, entre la Station du chemin de fer de Manotick et Russell, et retour, à partir du 1er juillet prochain.

Ces malles devront être transportées dans une voiture convenable, quittant le bureau de poste et passant par Kenmore Metcalfe, Dawson et West Osgoode, s'arrêtant à Kenmore à l'aller et au retour le lundi, mais ne s'arrêtant à cette place, les autres jours de la semaine qu'au retour seulement.

Les malles devront quitter Russell le lundi à 7.20 A.M. et les autres jours de la semaine, le lundi excepté, à 8.30 A.M. Elles devront arriver à la Station du chemin de fer d'Osgoode à 11.50 A.M. à temps pour les échanges avec le train se dirigeant vers le sud d'Ottawa à Prescott.

Elles devront quitter la Station du chemin de fer d'Osgoode dans la demi-heure qui suivra leur échange, mais, dans le cas où le train serait en retard d'une demi-heure, elle devront quitter la station immédiatement après le dit échange et arriver à Russell quatre heures et demie après.

Des avis imprimés donnant des informations plus détaillées concernant les conditions du contrat proposé peuvent être examinées, et des soumissions en blanc peuvent être obtenues au bureau de poste de Russell, Kenmore, Metcalfe, Dawson et West Osgoode ou au bureau du Soussigné.

T. P. FRENCH, Inspecteur, B. P.

Bureau de l'Inspecteur des Bureaux de Poste, Ottawa, 16 avril 1879.

HOTEL RICHELIEU

COIN DES RUES

NOTRE-DAME ET ST. VINCENT
Vis-à-vis le Palais de Justice, MONTREAL.

Le propriétaire, en remerciant le public et ses amis de l'encouragement qu'ils lui ont donné par le passé, à l'honneur de les informer qu'il vient de faire à son hôtel des additions, améliorations et embellissements considérables qui, tout en assurant le confort des clients, rendent l'Hôtel Richelieu un des PREMIERS ETABLISSEMENTS

du genre à Montréal. Rien n'est négligé pour rendre le séjour de l'hôtel agréable aux voyageurs; et, par ce moyen, le propriétaire a la ferme espérance que le public et ses amis lui continueront leur encouragement.

Les anciens prix ont été réduits. Aux Stations des chemins de fer et aux débarcadères des bateaux à vapeur, on trouvera toujours l'Omnibus de l'Hôtel.

I. B. DUROCHER, Propriétaire.

20 février 1878.

284 RUE D'ALPHONSE, MICHAUD, RELIURE ET REGLAGE.

LIBRAIRIE et Reliure

BUREAU GENERAL D'AFFAIRES et D'AGENCES INTERMEDIAIRE DU COMMERCE

ET DE L'INDUSTRIE.

Pour toutes opérations Commerciales, Industrielles, Contentieuses et Financières, POUR LE CANADA, L'EUROPE et les ETATS-UNIS.

Pour plus amples informations, s'adresser à C. RENAUD et Cie. No. 30, RUE ST. GABRIEL MONTREAL, P.Q., CANADA.

Chemin de fer du Gouvernement.

LE et après LUNDI 17 FÉVRIER les trains laisseront le dépôt de Hull comme suit:

Train Express pour Hochelaga. 9.10 a.m., 4.45 p.m. Arrive à Hochelaga. 2.10 p.m., 9.45 p.m. Train Express de Hochelaga. 9.30 a.m., 5.00 p.m. Arrive à Hull. 2.30 p.m., 9.10 p.m.

Un train spécial pour Montréal laissera le dépôt de Hull à 11.00 a.m. et arrivera à Montréal à 1.05 p.m. se reliant à la jonction de St. Martin avec le train de Québec arrivant à Québec à 10.10 p.m.

Ce train laissera Hochelaga à 6.30 p.m. et se reliera à la jonction avec le train de Québec arrivant à Hull à 11.30 p.m.

Pour billets et renseignements s'adresser au bureau 36 rue Elgin, Ottawa, et à l'Administration générale, 13 place d'Armes, ou au bureau pour la vente des billets, 202 rue St. Jacques à Montréal.

C. A. SCOTT, Surintendant général, Division Ouest.

C. A. STARK, Agent général du fret et des passagers.

M. O'MEARA, Jr., Agent général.

La route la plus courte et la plus directe entre Montréal et Ottawa.

LE et après LUNDI 17 FÉVRIER les trains laisseront le dépôt de Hull comme suit:

Train Express pour Hochelaga. 9.10 a.m., 4.45 p.m. Arrive à Hochelaga. 2.10 p.m., 9.45 p.m. Train Express de Hochelaga. 9.30 a.m., 5.00 p.m. Arrive à Hull. 2.30 p.m., 9.10 p.m.

Un train spécial pour Montréal laissera le dépôt de Hull à 11.00 a.m. et arrivera à Montréal à 1.05 p.m. se reliant à la jonction de St. Martin avec le train de Québec arrivant à Québec à 10.10 p.m.

Ce train laissera Hochelaga à 6.30 p.m. et se reliera à la jonction avec le train de Québec arrivant à Hull à 11.30 p.m.

Pour billets et renseignements s'adresser au bureau 36 rue Elgin, Ottawa, et à l'Administration générale, 13 place d'Armes, ou au bureau pour la vente des billets, 202 rue St. Jacques à Montréal.

C. A. SCOTT, Surintendant général, Division Ouest.

C. A. STARK, Agent général du fret et des passagers.

M. O'MEARA, Jr., Agent général.

La route la plus courte et la plus directe entre Montréal et Ottawa.

LE et après LUNDI 17 FÉVRIER les trains laisseront le dépôt de Hull comme suit:

Train Express pour Hochelaga. 9.10 a.m., 4.45 p.m. Arrive à Hochelaga. 2.10 p.m., 9.45 p.m. Train Express de Hochelaga. 9.30 a.m., 5.00 p.m. Arrive à Hull. 2.30 p.m., 9.10 p.m.

Un train spécial pour Montréal laissera le dépôt de Hull à 11.00 a.m. et arrivera à Montréal à 1.05 p.m. se reliant à la jonction de St. Martin avec le train de Québec arrivant à Québec à 10.10 p.m.

Ce train laissera Hochelaga à 6.30 p.m. et se reliera à la jonction avec le train de Québec arrivant à Hull à 11.30 p.m.

Pour billets et renseignements s'adresser au bureau 36 rue Elgin, Ottawa, et à l'Administration générale, 13 place d'Armes, ou au bureau pour la vente des billets, 202 rue St. Jacques à Montréal.

C. A. SCOTT, Surintendant général, Division Ouest.

C. A. STARK, Agent général du fret et des passagers.

M. O'MEARA, Jr., Agent général.

La route la plus courte et la plus directe entre Montréal et Ottawa.

LE et après LUNDI 17 FÉVRIER les trains laisseront le dépôt de Hull comme suit:

Train Express pour Hochelaga. 9.10 a.m., 4.45 p.m. Arrive à Hochelaga. 2.10 p.m., 9.45 p.m. Train Express de Hochelaga. 9.30 a.m., 5.00 p.m. Arrive à Hull. 2.30 p.m., 9.10 p.m.

Un train spécial pour Montréal laissera le dépôt de Hull à 11.00 a.m. et arrivera à Montréal à 1.05 p.m. se reliant à la jonction de St. Martin avec le train de Québec arrivant à Québec à 10.10 p.m.

Ce train laissera Hochelaga à 6.30 p.m. et se reliera à la jonction avec le train de Québec arrivant à Hull à 11.30 p.m.

Pour billets et renseignements s'adresser au bureau 36 rue Elgin, Ottawa, et à l'Administration générale, 13 place d'Armes, ou au bureau pour la vente des billets, 202 rue St. Jacques à Montréal.

C. A. SCOTT, Surintendant général, Division Ouest.

C. A. STARK, Agent général du fret et des passagers.

M. O'MEARA, Jr., Agent général.

MARCHANDISES NOUVELLES

1879. Printemps et Eté. 1879.

LeBlanc et LeMay,

445 et 447, RUES SUSSEX ET MURRAY, 445 et 447.

Ont l'honneur d'annoncer à leurs nombreuses pratiques et au public en général, qu'ils ont maintenant en mains

Le plus Grand Assortiment

De MARCHANDISES NOUVELLES pour les saisons du printemps et d'été qu'ils offrent en vente

A des Prix défiant toute compétition.

DÉPARTEMENT DES MESSIEURS:

Tweed Anglais et Ecosais, Tweed Canadien, Tweed d'Haut, Tweed Ecosais double largeur, Flanelle Bleue pour habillements, Patrons de Vestes, nouveautés, Serge pour Habits, grande variété de patrons, Drap Noir fin, Casimir Noir pour pantalons, Flanelle de fantaisie, Etoffe à chemises, patrons nouveaux, Hardes faites en Tweed et en Tricot, Gants de Kid Français, Cravates et Mouches en soies, Parapluies de toutes sortes, Chapeaux en feutre Anglais et Américain, Chemises en Tulle Blanche à très bon marché, Chemises de Oxford et Regattes à bon marché.

UN TAILLEUR EXPÉRIMENTÉ est attaché à l'établissement, et toutes commandes pour habillements seront exécutées sans délai.

Cartes des dernières modes Anglaises et Américaines.

De plus, vous trouverez chez MM. LeBLANC et LeMAY, 445 et 447, coin des rues Sussex et Murray, un assortiment complet de

Valises et Portemanteaux!

—AUSI—

Capots en Caoutchouc en grande variété.

LEBLANC et LEMAY,

445 et 447, rues Sussex et Murray.

CHOSÉS ET AUTRES.

—Une curieuse décision judiciaire:

La demanderesse, veuve d'un mécanicien, qui avait été victime d'un accident de chemin de fer, obtient un jugement condamnant la société du chemin de fer en question à lui payer en dommages et intérêts la somme de \$5,000, tandis que le juge avait accordé une indemnité de \$15,000 à un homme qui, lors du même accident, avait perdu une jambe.

Mécontente du jugement, qui lui semble friser l'injustice :

Pourquoi donc, s'écrie la veuve, 15,000 dollars pour la jambe ? Une jambe vaut-elle trois fois plus que l'homme complet ?

Et le juge de répondre :

—La décision est parfaitement équitable. L'homme qui actuellement n'a plus qu'une seule jambe, ne pourra s'en procurer une autre, pas même au prix de 15,000 dollars, tandis qu'une veuve possédant 5,000 dollars trouve très facilement un autre mari, non-seulement aussi bon que neuf, mais souvent valant mieux que le premier.

—Une dame d'un certain âge, veuve depuis quelques jours, déploie son malheur à chaudes larmes, en présence d'un vénérable ecclésiastique :

—Mon pauvre mari, où peut-il être à cette heure ?

—Il est au ciel, madame, répondit le prêtre tout ému en présence d'un semblable désespoir.

—Au ciel, dites-vous ? Ah monsieur, que n'y est-il allé quinze ans plus tôt, répondit la veuve inconsolable... Au moins j'aurais profité de mon veuvage.

BULLETIN COMMERCIAL.

MARCHÉ D'OTTAWA

Farines et Grains.

OTTAWA, 30 avril 1879.

Farine, — Sup. extra, bariil, 196. \$6.00 a 6.25	
Extra, " " " " " " " " " "	5.50 a 5.75
Forte pour boulanger, " " " " " " " " " "	4.75 a 5.00
Farines en poches, de 100 livres 2.25 a 2.50	
" d'avoine, " " " " " " " " " "	2.13 a 2.25
" Mais en blé d'Inde blanc, par 200 livres, " " " " " " " " " "	3.00
" Mais ou blé d'Inde jaune, par 200 livres, " " " " " " " " " "	2.50 a 2.75
Grains, — Blé du printemps, par 60 livres, " " " " " " " " " "	0.90 a 0.95
Blé d'automne, par 60 livres, " " " " " " " " " "	0.95 a 1.00
Oge par minot, " " " " " " " " " "	0.55 a 0.60
Pois " " " " " " " " " "	0.55 a 0.60
Fèves, le minot, " " " " " " " " " "	0.90 a 1.00
Avoine, 31 livres, " " " " " " " " " "	0.40 a 0.40
Son, par 100 livres, " " " " " " " " " "	0.80 a 0.90
Grue, par 200 livres, " " " " " " " " " "	0.90 a 1.00
Foin, par tonnes, " " " " " " " " " "	13.00 a 15.00
Paille, par tonnes, " " " " " " " " " "	5.50 a 6.00

Bœufs, Moutons, etc.

OTTAWA, 30 avril 1879.

Bœuf, 1ère qualité, par 100 livres \$7.00 a 7.50	
" 2ème " " " " " " " " " "	6.00 a 1.00
Bœuf, par livre, " " " " " " " " " "	0.08 a 0.12
Mouton, par livre, " " " " " " " " " "	0.08 a 0.12
Veau, par livre, " " " " " " " " " "	0.07 a 0.12

Lards, Jambons, etc.

OTTAWA, 30 avril 1879.

Lard frais, par 100 livres, " " " " " " " " " "	\$6.00 a 6.50
" " " " " " " " " "	0.08 a 0.10
" " " " " " " " " "	0.08 a 0.10
Jambons frais, par livre, " " " " " " " " " "	0.10 a 0.00
" " " " " " " " " "	0.12 a 0.00
Lard Mess. " " " " " " " " " "	14.00 a 14.50
" Mince " " " " " " " " " "	12.50 a 13.00
" Prime Mess " " " " " " " " " "	10.50 a 10.60
Saindoux, en livre, " " " " " " " " " "	0.10 a 0.12

Provisions, etc.

OTTAWA, 30 avril 1879.

Beurre frais, par livre, " " " " " " " " " "	\$0.18 a 0.20
" " " " " " " " " "	0.12 a 0.15
Patates la poche, " " " " " " " " " "	0.90 a 1.00
Oignons, par bariil, " " " " " " " " " "	1.50 a 1.00
Carottes, par douz, par livre, " " " " " " " " " "	0.13 a 0.15
Sucre d'érable, par livre, " " " " " " " " " "	0.10 a 0.12
Pommes, par bariil, " " " " " " " " " "	2.00 a 3.00
Oranges, par caisse, " " " " " " " " " "	6.00 a 8.00
Citrons, " " " " " " " " " "	12.00 a 13.00
Fromage, par livre, " " " " " " " " " "	0.11 a 0.13
Raisin de Malaga, par livre, " " " " " " " " " "	0.07 a 0.10

Huile et Poissons.

OTTAWA, 30 avril 1879.

Poissons—Séchés, le quintal, " " " " " " " " " "	\$5.00 a \$6.00
Morue verte, le bariil, " " " " " " " " " "	6.50 a 7.00
Saumon, en bariil, " " " " " " " " " "	13.50 a 14.00
Saumon No. 1, la livre, " " " " " " " " " "	0.08 a 0.89
Hareng du Labrador, " " " " " " " " " "	5.00 a 5.50
Maquereau, par bariil, " " " " " " " " " "	6.00 a 6.00
Truite, " " " " " " " " " "	10.00 a 0.00
Anguille, par quart, " " " " " " " " " "	10.00 a 0.00
Morue fraîche, par 100 lb., " " " " " " " " " "	5.50 a 6.00
Harengs frais, par douz, " " " " " " " " " "	0.25 a 0.30
Truite, lbs, " " " " " " " " " "	0.08 a 0.10
Huile—de balaine pale, le gal, " " " " " " " " " "	0.09 a 37
" " " " " " " " " "	45 a 50
" " " " " " " " " "	52 a 53
" " " " " " " " " "	53 a 55
" " " " " " " " " "	50 a 55
" " " " " " " " " "	47 a 48

Volailles.

OTTAWA, 30 avril 1879.

Dindes, pièces, " " " " " " " " " "	\$0.90 a 1.50
" " " " " " " " " "	0.50 a 0.55
Poulets couple, " " " " " " " " " "	0.50 a 0.75
Canards " " " " " " " " " "	0.50 a 0.55
Pigeons, par couple, " " " " " " " " " "	0.25 a 0.30
Livres, par paire, " " " " " " " " " "	0.20 a 0.25

Gibier Sauvage.

Erilrix, par couple, " " " " " " " " " "	\$0.00 a 0.00
Janards " " " " " " " " " "	1.00 a 1.25
Outardes, pièce, " " " " " " " " " "	0.00 a 0.00
Poules de Prairies, par couple, " " " " " " " " " "	1.00 a 1.25
Caille, par couple, " " " " " " " " " "	0.40 a 0.50

Peaux et Laines.

OTTAWA, 30 avril 1879.

Peaux No. 1, vertes et inspectées, " " " " " " " " " "	\$5.00 a 5.50
" " " " " " " " " "	5.00 a 5.00
Peaux de mouton, chaque, " " " " " " " " " "	0.75 a 1.00
Laine, par livre, " " " " " " " " " "	0.20 a 0.25

Marché au Cuir.

OTTAWA, 30 avril 1879.

Cuir espagnol à semelle, No. 1, par livre, " " " " " " " " " "	\$0.25 a 0.00
" " " " " " " " " "	0.23 a 0.00
Cuir à semelle dit Slaughter No. 1, 0.23 a 0.28	
Cuir à harnais, " " " " " " " " " "	0.25 a 0.28
Waxed Upper, " " " " " " " " " "	0.35 a 0.40
Vache, à patente, " " " " " " " " " "	0.18 a 0.00
Vache émaillée, " " " " " " " " " "	0.18 a 0.00
Peaux de veau, lourd, par livre, " " " " " " " " " "	0.65 a 0.70
" " " " " " " " " "	0.60 a 0.70
Cuir fendus, petits, " " " " " " " " " "	0.15 a 0.20
" " " " " " " " " "	0.25 a 0.30
Peaux de mouton Russetts, par livre, " " " " " " " " " "	0.30 a 0.35
Kip anglais, par livre, en côtés, " " " " " " " " " "	0.70 a 0.75
Francis " " " " " " " " " "	1.00 a 1.10
Slaughter " " " " " " " " " "	0.40 a 0.60
Veau français, par livre, " " " " " " " " " "	1.00 a 1.30

MUSIQUE ET CHANT.

DES LEÇONS DE

Piano, d'Harmonium et de Chant,

S'ENRÔLER DONNÉES PAR

Mme. M. L. CARTIER,

51 Rue Clarence.

M. CARTIER,

Bien connu comme

Horloger de première Classe,

Fait les réparations de tous genres en Horlogerie, Bijouterie, Optique et Mathématique, ainsi qu'aux instruments de précision ; le tout à des PRIX TRÈS-MODÉRÉS.

Pendules et Montres à Vendre à des

Prix Réduits

Ottawa, 24 janvier 1879. 6m

James Mitchell et Cie.

Prendent la liberté d'annoncer qu'ils sont devenus les acquéreurs du siège d'affaires et de l'établissement de la ci-levant compagnie MORRISON, McKEAN et CIE., pour la confection en gros de biscuits et pâtisseries, 66 rue York, Ottawa, et y font exécuter des changements et des améliorations qui les mettront sur un pied de concurrence avantageuse avec les premières maisons de la Puisseance, tant pour la qualité des produits que pour les conditions de vente, et, conséquemment, ils font appel avec confiance au commerce en demandant une part de son patronage.

Aucune concession de terre ou exemption de taxe ne sera demandée, bien que nos dépenses soient considérables.

Notre boulangerie au No. 146 rue Bank, a toujours le patronage de ceux qui aiment le pain de première qualité.

J. MITCHELL ET CIE.,

146 Rue Bank, et 66 Rue York.

Ottawa, 27 janvier 1879. 1an.

EN GROS ET EN DETAIL

NOUS conseillons à nos amis et au public

en général d'acheter leurs

ÉPICERIES,

VINS

LIQUEURS

ET PROVISIONS,

DE

Baskerville et Freres

Notre assortiment a été directement importé, et nous garantissons toutes nos marchandises pour la meilleure qualité, et que nous vendons aux

PLUS BAS PRIX.

Personne ne peut vendre meilleur marché et en général aussi bon marché que nous.

Ottawa, 26 décembre, 1878. 1an.

E. G. LAVERDURE,

Plombier, Gazier et Ferblantier

FAISEUR DE

COUVERTURES EN FER BLANC ET FER

GALVANISÉ

ET CONSTRUCTEUR DE

FOURNAISE A AIR CHAUD.

Rue William, Ottawa.

COUVERTURES en Fer blanc et Galva-

nisées faites d'après le mode le plus

amélioré et à des prix très modérés, qui

peut être certifié, et des certificats peuvent

être montrés sur demande.

Un assortiment de Poêles à Cuisine, à Four-

neaux et de Salons, des plus beaux et

recents dessins. Aussi des Pompes

à Bière et à Eau de toutes espè-

ces. Ferblanterie, Huile à

Charbon, Lampes, Tu-

yaux, en maîtres,

au plus bas

prix.

Ouvrages et réparations faites promptement

et avec exactitude.

Ottawa, 26 Déc. 1878.

ARGENT A PRETER

N. F. BOISSONNAULT

BANQUIER ET COURTIER,

Prête de l'argent sur des Billets Promis-

soires de tous les montants jusqu'au

plus grandes sommes.

Bureau No. 184 Rue Wellington

Cidavant occupé par la Banque du Haut-

Canada.

Heures du bureau de 9h. a.m. jusqu'à 5h.

p.m. Ottawa, 26 Décembre 1878. 1 an

AMOS ROWE

ENCANTEUR ET AGENT

POUR LA

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

— BUREAU —

26 — RUE RIDEAU, — 26

OTTAWA.

Ottawa, 26 Déc. 1878.

Dr. F. X. Valade

RUE ST. PATRICE,

Vis-à-vis l'Évêché.

Attention particulière aux maladies

des enfants.

Ottawa, 27 janvier 1879. 1an.

J. JAMES KEHOE,

AVOCAT, PROCUREUR EN LOI, SOLICITEUR EN

CHANCELLERIE, NOTAIRE, ETC.

Office :

Encoignure des rues Rideau et Sussex, Block

d'Edgson, Ottawa, Ont.

Argent prêté sur propriétés foncières.



M. LAUR. DUHAMEL

Tout en remerciant ses nombreuses pratiques prend la liberté d'annoncer qu'il a

CONSTAMMENT EN MAIN

un assortiment complet des

Meilleures Viandes,

dont il disposera à des

PRIX RÉDUITS.

Il invite en même temps le public en

général de

Venir Visiter son Etal

AU COIN DU VIEUX

MARCHÉ BY,

SUR LA RUE CLARENCE.

VOLAILLES de toutes sortes,

SAUCISSONS,

LANGUES fraîches et marinées,

JAMBONS FUMÉS,

LARD SALÉ, etc., etc.

Ottawa, 26 décembre 1878. 1 an.

Les Bains Turcs,

RUE ALBERT,

Porte voisine de "l'Opera House," sont

maintenant ouverts aux heures suivantes :

Pour Dames (femmes) à leur

service) de 10 a.m. à 3 p.m.

Pour Messieurs, de 7 à 10 a.m.

Et de 3 à 11 p.m.

Le DR. LOGAN a son bureau dans la

bâtisse même, où il peut être consulté pro-

fessionnellement.

Ottawa, 24 janvier 1879. 1an.

THOMAS PATTERSON,

(Fournisseur de Son Ex. le Gouverneur-Général)

EPICIER,

EN GROS ET EN DETAIL,

No. 59, RUE RIDEAU,

OTTAWA.

Ottawa, 26 déc. 1878.

LA COMPAGNIE

DE PRET DU CANADA.

BUREAU PRINCIPAL

No. 8 RUE JACQUES, HAMILTON,

CANADA.

W. HENDRIE, - - - - - Président.

W. H. GLASSCO, - - - - - Vice-Président.

DIRECTEURS :

Edward Brown, John Eastwood,

J. M. Lottridge, Chas. M. Connell,

H. A. Lucas, James Sampson,

Alexander Duncan.

Cette Compagnie est en état de prêter

toutes sommes d'argent sur la garantie de

Bons Fonciers à long et court terme jusqu'à

20 ans et elle offre les conditions les plus

favorables aux emprunteurs qui ont le privi-

lege de payer le principal et l'intérêt, en

versements égaux, soit tous les ans, soit les

six mois ou bien tous les trois mois, selon les

conditions de paiement de la Compagnie.

HYPOTHEQUES ACHETES.

On peut s'adresser personnellement aux

bureaux de la Compagnie ou bien par lettres

adressées à

ALEX. MACADAMS,

Gérant.

R. C. W. MacCUAIG,

Estimateur et agent général d'assurance

et de billets.

No. 69, RUE SPARKS, OTTAWA.

Aussi Syndic Officiel.

On a besoin d'Évaluateurs attentifs et de

confiance, dans chaque comté.

Ottawa, 29 janvier 1879. 1an

TABLEAU indiquant l'heure d'arrivée et de

départ des Mailles.

1879—ARRANGEMENTS DU PRINTEMPS—1879

MAILLES.

Fermée.

Délivrée.

A.M. P.M. P.M. A.M. P.M.

Est.—Montréal, Québec,